

Australie

Iain Gately
Belinda Kendall



Évènements en 2019

Timber Creek : un jugement historique pour les peuples Ngaliwurru et Nungali

L'un des événements les plus significatifs de l'année 2019 en Australie pour les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres fut le jugement de la Haute Cour imposant au Territoire du Nord de verser une compensation de 2,53 millions de dollars australiens aux peuples Ngaliwurru et Nungali pour la perte de leur titre indigène (*native title*) dans la ville de Timber Creek.

Déjà évoqué dans l'édition 2019 du *Monde Autochtone*, le cas de Timber Creek fait suite à la reconnaissance d'un titre indigène pour les peuples Ngaliwurru et Nungali sur certaines terres avoisinant la ville de Timber Creek. Au moment de cette reconnaissance, les juges établirent également que certains droits découlant du titre indigène avaient été perdus dans d'autres zones où le gouvernement avait construit des infrastructures.

Aux termes du *Native Title Act 1993* (Cth), un droit de compensation peut intervenir pour « dommages ou extinction » des droits liés au titre indigène dans un certain nombre de circonstances. En 2011, les peuples Ngaliwurru et Nungali déposèrent une plainte contre le gouvernement du Territoire du Nord pour la perte de ces droits.

Dans son jugement, la Haute Cour note que la relation entre les peuples Aborigènes et leurs terres englobe tout le territoire (*country*) et pas uniquement les sites sacrés.

La relation des peuples Ngaliwurru et Nungali avec leurs terres pouvait ainsi être vue comme une relation spirituelle et métaphysique, irréductible à un découpage en parcelles individuelles. Tout dommage causé à une partie de leurs terres, tel qu'un pont construit à travers leur site sacré du Rêve Dingo¹, pouvait donc être considéré comme affectant l'ensemble de ces terres. La décision de la Haute Cour crée un précédent qui pourrait influencer voire déclencher d'autres demandes de compensation par des groupes d'Aborigènes ou d'Insulaires du détroit de Torres en Australie. Il est également important de noter que ce résultat juridique a apporté un autre bénéfice clé pour les peuples Aborigènes et Insulaires à travers la reconnaissance juridique de leur connexion spirituelle et culturelle à leurs terres.

Résultats de la politique *Closing the Gap* en 2019 et mise en place du nouveau processus « Refresh »

En février 2019, le gouvernement australien a publié le dixième rapport du premier Ministre sur la politique « *Closing the Gap* » (littéralement « résorber l'écart »). Le rapport 2019 revient sur dix années d'efforts par les gouvernements australiens pour atteindre les objectifs établis en 2008 pour résorber le désavantage subi par les peuples Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres vis-à-vis des autres Australiens. Malheureusement, les progrès demeurent faibles et, en 2019, seuls deux des objectifs de la politique *Closing the Gap* sont en passe d'être atteints : que 95% des enfants Aborigènes et Insulaires de 4 ans soient inscrits dans des structures d'éducation en 2025, et que l'écart de réussite en fin de secondaire soit réduit de moitié en 2020².

Au vu de la faiblesse des résultats par rapport aux objectifs initiaux, le Conseil des Gouvernements Australiens (COAG) a décidé de « rafraîchir » (refresh) les objectifs de la politique *Closing the Gap*. En décembre 2018, le COAG a publié une première version des objectifs révisés et s'est engagé à les finaliser pour la mi-2019. Un élément clé du processus *Refresh* fut l'établissement d'un partenariat entre le COAG et une coalition d'organisations Aborigènes et Insulaires têtes de réseaux. L'accord fut finalisé en mars 2019 ; il affirme l'importance d'un processus de décision partagé avec des représentants des organisations contrôlées par les Aborigènes et les Insulaires ; il établit également le Conseil Commun pour réduire l'écart (*Joint Council on Closing the Gap*)³.

Le Conseil Commun comprend 12 représentants élus par une coalition d'organisations aborigènes et insulaires têtes de réseaux, un ministre nommé par le gouvernement fédéral, un ministre du gouvernement de chaque Etat ou Territoire ainsi qu'un représentant de l'association des collectivités locales (*local governments*) australiennes. A l'issue de sa seconde réunion, en août 2019, le Conseil Commun a décidé de développer un nouvel accord national pour réduire l'écart pour les dix prochaines années qui poursuivrait les réussites du précédent accord, en renforcerait d'autres et traiterait des questions de fonds. Le Conseil Commun a également décidé de trois nouvelles réformes prioritaires pour l'action collective qui seraient introduites dans ce

nouvel accord national et qui permettraient d'accélérer l'amélioration des conditions de vie des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres⁴.

Au cours des dix dernières années, quelques importantes leçons ont pu être tirées de la politique *Closing the Gap* qui constituent le fondement du processus *Refresh* et ont permis de le mettre en mouvement. Ces leçons sont, notamment : le travail partenarial, l'approche communautaire s'appuyant sur les forces existantes, le travail avec les gouvernements des Etats et Territoires, ou encore le fait de rendre des comptes sur la base de faits mesurables.

Le COAG s'est engagé à travailler de concert pour améliorer les résultats dans l'ensemble des domaines prioritaires de la politique *Closing the Gap Refresh*, à savoir : les familles, les enfants et la jeunesse ; le logement ; la justice, y compris la justice juvénile ; la santé ; le développement économique ; la langue et la culture ; l'éducation ; la guérison (*healing*) ; l'élimination du racisme et des discriminations systémiques.

Nomination du premier ministre Aborigène des Affaires Autochtones

A la suite des élections fédérales de mai 2019 et l'installation du 46^{ème} Parlement d'Australie, le gouvernement a nommé l'honorable Kenneth Wyatt AM⁵, député, en tant que ministre pour les Affaires Autochtones, c'est le premier Aborigène à occuper ce poste. Le ministre Wyatt est un homme Aborigène issu des nations Watjarri, Noongar et Wongi. Il fut élu pour la première fois au Parlement fédéral en 2010, devenant le premier Autochtone membre de la Chambre des Représentants fédérale. Il participa à l'ouverture du 43^{ème} Parlement australien en 2010 en portant un *Booka* traditionnel – un manteau en fourrure de kangourou avec des plumes de cacatoès noir à queue rouge. Le manteau lui avait été offert par des anciens Noongar pour qui il désigne un rôle de direction.

Etablissement de l'Agence Nationale des Autochtones Australiens

Au début des travaux du 46^{ème} Parlement, le gouvernement australien a annoncé l'établissement de l'Agence Nationale des Autochtones Australiens (*National Indigenous Australians Agency*, NIAA) en tant qu'entité fédérale ayant la responsabilité globale des affaires des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres. Cette responsabilité incombait précédemment au cabinet du Premier ministre suite à la recentralisation des affaires autochtones par le gouvernement en 2013.

Le président de la NIAA est M. Ray Giggs AO, un ancien commandant de la Marine nationale. La NIAA doit diriger et coordonner le développement de politiques publiques fédérales, élaborer des programmes et les mettre en œuvre au bénéfice des peuples autochtones d'Australie ; elle est également en charge de la mise en œuvre du suivi des objectifs de la politique *Closing the Gap* en partenariat avec les Australiens autochtones⁶.

Reconnaissance constitutionnelle et établissement d'un groupe consultatif d'experts sur une Voix au Parlement

A propos de la Déclaration du Cœur d'Uluru (*Uluru Statement From the Heart*), l'édition 2019 du *Monde Autochtone* relevait plusieurs signaux positifs indiquant qu'un référendum sur l'établissement d'une Voix représentative des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres au Parlement pourrait se tenir bientôt, suivi d'un processus global de négociation d'accords. Hélas, à la fin de l'année 2019, la situation semble bien moins prometteuse.

L'élection de mai 2019 a vu le maintien au pouvoir du gouvernement précédent, qui avait déjà exprimé des inquiétudes quant à l'établissement d'une institution qu'il considérait comme une « troisième chambre du Parlement »⁷. Cependant, en octobre 2019, le ministre des affaires autochtones annonça l'établissement d'un groupe consultatif d'expert pour co-concevoir cette Voix autochtone. Le groupe est présidé par deux universitaires aborigènes de premier plan : le professeur Tom Calma AO et le professeur Marcia Langton AM.

En annonçant l'établissement du groupe consultatif d'experts, le gouvernement a fait référence au développement d'une « Voix au gouvernement » plutôt qu'au Parlement et exclut d'inscrire cette Voix au sein de la Constitution⁸. Les principales organisations des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres, comme le *Central Land Council*, ont fait part de leurs inquiétudes que la Voix ne soit pas inscrite dans la Constitution australienne comme le recommandait la Déclaration du Cœur d'Uluru. Si la Voix est établie par la loi, il existe en effet un risque qu'elle puisse être facilement abolie dans le futur, comme ce fut le cas pour la Commission des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres (ATSIC) en 2005.

Le groupe consultatif d'expert s'est réuni une première fois en novembre 2019 et s'est engagé à assurer que les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres puissent avoir un accès direct auprès du gouvernement pour lui faire part de leurs expériences, de leurs idées et de leurs aspirations pour la Voix⁹. Le gouvernement avait auparavant déclaré qu'il organiserait un referendum sur l'établissement de la Voix au cours des trois prochaines années même si la date exacte dépendra également des résultats du processus de conception¹⁰

Etablissement de l'Assemblée des Peuples Premiers du Victoria

L'Australie demeure le seul pays du Commonwealth à n'avoir pas négocié de traité avec ses peuples autochtones. Malgré les promesses du Premier Ministre Bob Hawke en 1988 pour la négociation d'un traité, suite à sa réception de la Déclaration de Barunga, très peu de progrès ont été accomplis en vue d'un traité au niveau fédéral. Cependant, ce manque d'avancées a aussi poussé certains Etats australiens à engager leur propre processus de négociation d'un traité.

En 2016, l'Etat australien du Victoria a entamé un processus de négociation d'un traité avec la communauté autochtone du Victoria. Un élément central de ce processus fut l'établissement d'une organisation qui puisse représenter la communauté aborigène du Victoria et travailler en partenariat avec le gouvernement du Victoria pour aboutir à un traité. La conception de cette organisation représentative s'est nourrie de consultations menées à travers tout l'Etat du Victoria et, en novembre 2019, elle fut désignée comme l'Assemblée des Peuples Premiers du Victoria.

En Novembre 2019, l'Assemblée fut élue et a été constituée pour la première fois. Elle est aujourd'hui composée de 32 sièges, dont 21 sont élus par la communauté autochtone et 11 réservés aux groupes de Propriétaires Traditionnels formellement reconnus. L'Assemblée s'est réunie pour la première fois en décembre 2019 et a élu ses co-présidents. Les prochaines étapes pour l'Assemblée, au cours de ses trois années de mandat, seront d'établir un cadre pour le processus de négociation du traité, de créer une Autorité du Traité (un arbitre indépendant) et une Voix des Anciens au sein de l'Assemblée¹¹.

Fermeture de l'escalade d'Uluru

Uluru est un site sacré pour les Anangu depuis des dizaines de milliers d'années. La loi traditionnelle des Anangu, ou Tjukurpa, en interdit l'escalade. Uluru a été rendu au peuple Anangu en 1985. Lors de la restitution, le porte-parole des Anangu, Kunmara Lester, déclara que, même si les Anangu n'aimaient pas que les gens puissent faire l'escalade d'Uluru, celle-ci pourrait rester temporairement autorisée pour les touristes.

Cependant, l'escalade d'Uluru a causé de graves dommages au site. Déjections, pollution des points d'eau ainsi qu'un flux ininterrompu de touristes qui a creusé des cicatrices à la surface même d'Uluru. Un total de 37 personnes sont décédées en tentant l'escalade d'Uluru ce qui a suscité un grand désarroi chez les Anangu. En 2017, le conseil d'administration du parc national Uluru-Kata Tjuta a décidé que l'escalade devait être fermée en s'appuyant sur le fait que la proportion de visiteurs tentant l'escalade avait chuté sous la barre des 20% et que l'offre d'activités culturelles et de pleine nature constituait la principale raison décidant les touristes à venir à Uluru.

Cette décision ne fit pas l'unanimité et un certain nombre de personnes ont critiqué la fermeture de l'escalade comme une atteinte aux droits des Australiens en général. Cela faisait écho à la critique faite en 1985 selon laquelle la restitution d'Uluru aux Anangu signifiait que le site « était enlevé à tous les Australiens »¹². Cette dissension reflète une tension vivace en Australie où les sites sacrés des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres reçoivent peu de considération de la part de certains Australiens non-autochtones.

Le 26 octobre 2019, jour du 34^{ème} anniversaire de la restitution d'Uluru au peuple Anangu, l'escalade fut définitivement fermée. Les Anangu ont accueilli cette fermeture comme une manifestation du fonctionnement conjoint du Tjukurpa et de la loi australienne dans une logique de co-gestion, et comme le signe que le parc deviendrait un lieu où la loi et culture des Anangu serait préservée et consolidée pour les générations futures.

Notes et Références

1. Australian Bureau of Statistics, Estimates of Aboriginal and Torres Strait Islander Australians, June 2016. Available at: <https://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/3238.0.55.001>
2. Australian Bureau of Statistics, *Prisoners in Australia*, Available at: <https://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/4517.0>
3. Department of the Prime Minister and Cabinet, *Closing the Gap Report 2019* (2019), 6-10. Available at: <https://ctgreport.niaa.gov.au/>
4. Department of the Prime Minister and Cabinet, *Annual Report 2017-18* (2018) Available at: <https://annualreport.pmc.gov.au/node/13>
5. This report generally uses the term "Aboriginal and Torres Strait Islander" to refer to Australia's Indigenous Peoples. The term "Indigenous" is used when quoting another source or where it forms part of the name of an entity or program.
6. Aboriginal sacred dreaming sites are places that have special significance for Aboriginal people and their traditions. They are often features of the landscape. They may be rocks, reefs, trees, hills, waterholes or rivers.
7. Department of the Prime Minister and Cabinet, *Closing the Gap Prime Minister's Report 2019* (2019), 10. Available at <https://ctgreport.niaa.gov.au/>
8. Council of Australian Governments, *National Partnership Agreement on Closing the Gap*, December 2018. Available at https://www.coag.gov.au/sites/default/files/agreements/partnership-agreement-on-closing-the-gap_0.pdf
9. "Joint Council on Closing the Gap", *Communique*, August 2019. Available at <https://www.naccho.org.au/wp-content/uploads/Communique-Second-meeting-of-the-Joint-Council-on-Closing-the-Gap.pdf>
10. National Indigenous Australians Agency, *The Agency*, December 2019. Available at <https://www.niaa.gov.au/who-we-are/the-agency>
11. Australian Liberal Party, *Our Plan to Support Indigenous Australians*, May 2019. Available at <https://www.liberal.org.au/our-plan-support-indigenous-australians>
12. These postnominals indicate that an individual has been made a Member of the Order of Australia (AM) or an Officer of the Order of Australia (AO).
13. Wyatt, K., *Senior Advisory Group – Opening Remarks*, Media Release, November 2019. Available at <https://ministers.pmc.gov.au/wyatt/2019/senior-advisory-group-opening-remarks>

14. "Voice Co-Design Senior Advisory Group", *Communique*, November 2019. Available at <https://www.niaa.gov.au/resource-centre/indigenous-affairs/voice-co-design-senior-advisory-group-communique>
15. Wyatt, K., *National Press Club Address - Walking in Partnership to Effect Change*, July 2019. Available at <https://ministers.pmc.gov.au/wyatt/2019/national-press-club-address-walking-partnership-effect-change>
16. First People's Assembly of Victoria, *Inaugural Co-Chairs of First People's Assembly Elected*, December 2019. Available at <https://www.rstpeoplesvic.org/metropolitan/news-metropolitan/inaugural-co-chairs-of-rst-peoples-assembly-elected/>
17. Allan, L., and Bowers, M., New dawn for Uluru as climb closure ends decades of disrespect, *The Guardian*, 26 October 2019. Available at <https://www.theguardian.com/australia-news/2019/oct/26/new-dawn-for-uluru-as-climb-closure-ends-decades-of-disrespect>.

Iain Gately a reçu une formation d'archéologue et a travaillé avec des propriétaires traditionnels du Pilbara pour protéger et enregistrer leur patrimoine culturel avant de passer au secteur public pour travailler sur la politique des aborigènes et des insulaires du détroit de Torres. Il a participé à un certain nombre de vérifications et d'évaluations de programmes gouvernementaux importants qui ciblent les Autochtones et les insulaires du détroit de Torres. Iain croit fermement à l'importance de la culture aborigène et insulaire du détroit de Torres en tant que partie intégrante de l'histoire australienne.

Belinda Kendall est une femme de Worimi, Barkindji, Wailwan et Wiradjuri de NSW et est directrice de l'entreprise autochtone Curijo Pty Ltd. Belinda étudie et travaille principalement dans les services humains et communautaires, ainsi que dans le secteur de l'éducation des enfants, de la famille et des adultes. Sa passion étant d'améliorer la vie et les résultats des Autochtones et des insulaires du détroit de Torres et de tous les Australiens par le leadership et la guérison.

*Source : IWGIA 2020 The Indigenous World Traduction par **Martin Préaud** membre du réseau des experts du GITPA pour l'Australie*